

Province de Québec
Municipalité St-Etienne-de-Beauharnois

Règlement no. 2008-158 établissant un tarif applicable aux dépenses des membres du conseil

ATTENDU que la Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., c.T-11.001) prévoit que le conseil de la municipalité peut, par règlement, établir un tarif applicable au cas où des dépenses sont occasionnées pour le compte de la municipalité.

ATTENDU que le conseil considère qu'il est dans l'intérêt de l'efficacité administrative qu'un tel tarif soit adopté;

ATTENDU qu'avis de motion du présent règlement a été donné au préalable;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par M. Jacques Giroux
appuyé par M. Martin Dumaresq

Et résolu unanimement par les conseillers présents

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Est établi, par le présent règlement, un tarif applicable aux cas où toute dépense prévue par ce règlement est occasionnée pour le compte de la municipalité pour toute catégorie d'actes posés au Québec et dont le but n'est pas un déplacement hors du Québec.

ARTICLE 3

L'entrée en vigueur du présent règlement n'exempte pas le membre du conseil municipal, autre que le maire ou le membre du conseil que le maire désigne pour le remplacer, lorsqu'il lui est impossible de représenter la municipalité, de recevoir du conseil, une autorisation préalable à poser l'acte duquel la dépense découle.

ARTICLE 4

L'élu aura droit au remboursement des sommes établies au présent règlement à l'égard de tout acte accompli ou de dépenses engagées alors que le membre du conseil représente la municipalité ou alors qu'il participe à tout congrès, colloque ou autre événement tenu aux fins de fournir de l'information ou de la formation utile pour l'exercice de ses fonctions, mais ne s'applique pas à l'égard des actes accomplis ou des dépenses engagées alors que le membre du conseil représente la municipalité à l'occasion des travaux des organismes dont il est membre au sein de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal et, notamment, à l'égard d'actes accomplis ou de dépenses engagées à l'occasion d'une séance du conseil ou d'un autre organisme de la municipalité, d'un

organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal ou à l'occasion de toute réunion tenue en vue de préparer une telle séance ou d'en tirer des conclusions.

ARTICLE 5

Tout élu dûment autorisé au préalable a droit au remboursement des dépenses selon le tarif établi comme suit:

- a) Frais de déplacement lors de l'utilisation de son véhicule moteur: .50 \$ par kilomètre parcouru, si moins de 100 kilomètres ou le plein d'essence nécessaire au parcours.
- b) Frais de repas:
 - i) frais pour petit déjeuner:.....10,00\$
 - ii) frais de dîner:.....20,00\$
 - iii) frais de souper:.....35.00\$
- c) Frais d'hébergement: 100.00\$ la nuit.
- d) Congrès de la Fédération québécoise des municipalités:

\$ 500.00, ce qui comprends toutes les dépenses de frais de repas, déplacement et autres frais, autres que l'inscription, les frais de chambres et le stationnement qui seront payés par la municipalité.

ARTICLE 6

Le maire ou l'élu qui a reçu une autorisation préalable de poser un acte donnant droit à un remboursement de dépenses, peut recevoir de la municipalité, sur simple demande de sa part, une avance représentant 100% de la ou des dépenses qui découlent de l'acte ou des actes; pour avoir droit au paiement de cette avance, l'élu doit présenter au secrétaire-trésorier, la formule fournie par la municipalité, dûment complétée et signée, attestant des dépenses autorisées prévues. Pour avoir droit à cette avance, le membre du conseil doit l'avoir remis à l'officier autorisé au moins deux (2) jours avant la date où l'acte doit être posé.

ARTICLE 7

Advenant qu'un élu ait perçu une avance pour un acte qu'il n'aura pas posé, l'élu devra rembourser la somme reçue au plus tard le dixième jour suivant la date où ledit acte devait être posé.

ARTICLE 8

Advenant que l'avance soit pour une dépense non tarifée en vertu du présent règlement, le membre du conseil devra remettre à la municipalité, dans le même délai que celui prévu au paragraphe précédent, tout excédent du montant de l'avance sur celui du remboursement auquel le membre a droit en vertu de la loi.

ARTICLE 9

Pour réclamer le remboursement d'une dépense autorisée, l'élu devra présenter au secrétaire-trésorier, les pièces justificatives nécessaires.

ARTICLE 10

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Saëlan Ménard
Maire

Sinette Prud'Homme
Directeur général/secrétaire trésorier

Avis de motion : 11 novembre 2008

Adopté le : 9 décembre 2008

Affiché le : 10 décembre 2008
